

Questions orales

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'ai déclaré à l'honorable représentant la semaine dernière, quand il m'a d'abord posé ces questions, que nous attendions avec un vif intérêt l'étude du Conseil économique du Canada analysant l'état du marché du travail en fonction des données statistiques.

L'AGGRAVATION DU CHÔMAGE PARALLÈLEMENT À UN PLUS GRAND NOMBRE D'EMPLOIS DISPONIBLES—
DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, relativement à l'aspect relevé par le ministre des Finances, prenant pour acquis que l'indice de l'offre d'emplois au Canada a augmenté de 21 p. 100, je désire poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration de retour à la Chambre après quatre jours d'absence.

Des voix: Oh, oh!

M. Lundrigan: Son ministère peut-il expliquer comment, à en juger par les annonces des journaux, le nombre de personnes en quête d'emplois a pu augmenter de 21 p. 100, alors que le taux de chômage est non seulement élevé, mais qu'il a augmenté de façon très sensible depuis deux ou trois mois?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous avons toujours le souci d'améliorer les sources de données qui nous permettent d'assortir les demandes d'emplois aux postes à pourvoir. Je ne puis expliquer par une raison unique et simpliste comment le taux de chômage a pu augmenter, mais nous nous appliquons à améliorer les services de nos bureaux de main-d'œuvre de façon à pourvoir les postes vacants.

M. Lundrigan: Dans le même ordre d'idées, monsieur l'Orateur, prenant pour acquis que le ministre enquête sur le rendement de ses centres de main-d'œuvre et étant donné sa déclaration selon laquelle le taux d'embauche est élevé là où cela compte alors que le taux de chômage n'est élevé que là où cela ne compte apparemment pas, dans certaines régions notamment et chez les jeunes, puis-je lui demander ce qu'il entend par là et, surtout, s'il consentirait à modifier sa déclaration et à proposer quelque programme constructif afin d'aider les régions victimes de la dépression et surtout les jeunes chez lesquels le taux de chômage se situe autour de 12 p. 100?

M. Andras: Monsieur l'Orateur, la prémisse sur laquelle le député fonde sa question n'est pas juste du tout. Je n'ai pas fait cette déclaration. J'ai dit que, même si le taux de chômage est malheureusement élevé, il ne représente pas un vaste problème monolithique de chômage; que nous avons un taux de chômage très élevé chez les jeunes et que, sur le plan régional, le chômage constitue un problème grave, ce qui, à mon sens, est presque l'opposé de l'interprétation que le député a donnée à mes paroles.

Durant mes quatre jours d'absence auxquels le député a fait allusion, j'étais en consultation avec les gouvernements provinciaux de l'Ouest et d'autres gens de ces provinces et nous avons étudié plusieurs aspects du problème. J'ai fait observer alors, et je le répète, que nous y allions avec beaucoup de prudence dans l'amélioration des services de main-d'œuvre, surtout en ce qui a trait aux centres de renseignements sur la main-d'œuvre et aux banques d'emploi.

[M. Stanfield.]

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Le député invoque-t-il le Règlement?

M. Lundrigan: Je veux poser une autre question au ministre.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député ainsi que d'autres, y compris le député de Don Valley, semblent vouloir poser des questions supplémentaires. Je suis d'avis que la présidence doit chercher à terminer la première ronde de questions, quitte à revenir au député et aux autres qui peuvent avoir des questions supplémentaires concernant cette question importante.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE PÉTROLE—LA POSSIBILITÉ DE VENTE DIRECTE AU CANADA PAR LE GOUVERNEMENT VÉNÉZUÉLIEN

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais en son absence, je la poserai au premier ministre. Lors des récents entretiens entre le ministre de l'Énergie et le gouvernement vénézuélien à propos d'exportations de pétrole au Canada, le gouvernement vénézuélien a-t-il laissé entendre qu'il était disposé à vendre du pétrole directement au gouvernement canadien?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources sera à la Chambre demain et il pourra répondre à l'honorable député.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Peut-il dire si une étude sérieuse sur la rentabilité du fédéralisme canadien a été faite par le gouvernement fédéral et celui de la province de Québec?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, pour le ministère des Finances, la Confédération est toujours rentable.

M. Beaudoin: L'honorable ministre peut-il dire si le gouvernement fédéral est conscient du fait que des chiffres officiels, émanant de son ministère, pourraient servir au cours de la campagne électorale, au Québec?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis, la question posée en ces termes est irrecevable.

[Traduction]

La parole est au député de Don Valley pour une question supplémentaire. Quoi qu'il en soit, je lui donne la parole maintenant. La parole est au député de Don Valley.